

Lutte de classe

Le 18 octobre : tous en grève et dans la rue contre le gouvernement d'union nationale Sarkozy-Fillon-Kouchner !

A l'approche de la journée de mobilisation et de grève du 18 octobre à l'appel de huit organisations syndicales (CGT, UNSA, SUD-Rail, CFTC, FGAAC, FO, CFDT et CGC), les uns et les autres se disposent.

Sarkozy dit s'attendre à une semaine sociale "*difficile*", alors que Fillon a affirmé samedi, dans la Sarthe, "*ne pas redouter*" la journée du 18. De son côté, le ministre du travail, a annoncé dimanche, sur Europe 1, qu'"*il ne devrait y avoir jeudi quasiment pas de train, de bus ou de métro*".

Dans l'entourage d'Anne-Marie Idrac, la présidente de la SNCF, l'on admet que la mobilisation sera "*importante*".

Pour Eric Falempin, secrétaire général de la Fédération FO des cheminots, "*elle va être énorme*".

La FSU est le seul syndicat à n'avoir pas lancé de consigne au niveau national, à croire que l'effort nécessaire pour tenir à deux doigts un stylo est moins pénible que pour tenir un marteau ou une clef de 30 à bout de bras ! Cependant, nous ne doutons pas un seul instant que nos camarades enseignants seront de la partie ce jour là pour infliger un cinglant démenti à Aschiéri.

J'avais indiqué, il y a quelques jours, que cette journée de mobilisation contre le gouvernement serait un succès si l'on ne se contentait pas de la défense des régimes spéciaux de retraite et qu'on y associait notamment la question des salaires qui est cruciale pour des millions de travailleurs, cela semble chose faite partiellement.

Ce qui fait dire à la porte-parole de Solidaires, Annick Coupé, que le rendez-vous du 18 octobre prend "*l'allure d'une expression globale du mécontentement*", dans un entretien à *Rouge* (11 octobre).

Je dois dire que la défaite du XV de France contre l'Angleterre nous rend service et qu'elle est une excellente nouvelle. Fait inhabituel, car je déteste ce sport barbare où l'on passe la plupart de son temps à se foutre sur la gueule, j'ai regardé les dix dernières minutes de ce match pour savourer cette défaite que j'ai interprétée comme un mauvais coup de plus porté au moral des travailleurs qui se sont passionnés pour cette coupe du monde, l'assimilant aux mauvais coups que leur assène le gouvernement depuis cinq mois.

Même les adhérents de la CFTC se rebiffent. *Le Monde* du 16 octobre rapporte qu'un certain nombre de cadres se "*révoltent*", car ils ont très mal vécu d'être "*sollicités par la direction pour porter la parole du gouvernement jusqu'aux cheminots*", selon Bernard Aubin, secrétaire fédéral CFTC pour les transports. "*J'ai entendu plusieurs collègues de l'encadrement me dire : "Je n'avais jusqu'à présent jamais fait grève, mais cette fois-ci, je vais la faire"*", ajoute-t-il. Refusant d'être considérés comme de "*simples valets*", des cadres font circuler depuis plusieurs jours une "*lettre ouverte*" au sein de l'entreprise. C'est le retour de bâton inattendu de la loi antiouvrière votée sur le service minimum dans les transports. Après il s'en trouvera encore pour prétendre à la suite des médias, que Sarkozy est légitime et qu'il dispose d'une large majorité parmi la population, balivernes.

Cela étant, il est clair qu'une seule journée de grève ne suffira pas pour faire reculer le gouvernement. Et si la FGAAC (conducteurs), FO et SUD-Rail ont adopté le principe d'une grève reconductible, ce n'est pas le cas des autres syndicats.

Didier Le Reste, responsable de la CGT-Cheminots, a justifié son refus d'appeler à une grève reconductible au nom du "*front syndical unitaire*", qu'il faut "*construire*" pour parvenir à un "*large mouvement de grève interprofessionnelle*". Sur ce plan, il est rejoint par Arnaud Morvan, secrétaire général de la Fédération cheminots de la CFDT qui renchérit : "*Ce serait suicidaire si les personnels*

de la SNCF continuaient la grève, seuls, après le 18 octobre. Nous souhaitons garder des forces pour pouvoir influencer les négociations à venir.", sachant à l'avance qu'il n'y a rien à négocier...

Selon Thibault, dans un entretien à *Libération*, daté du 10 octobre, la CGT doit se démarquer de "certains dirigeants syndicaux" qui "manquent d'expérience", faisant référence à ceux de SUD-Rail, qui est la deuxième organisation syndicale à la SNCF. Les intérêts de l'appareil et du gouvernement passent avant ceux des cheminots, CQFD, merci on avait compris. Côté cour, donner l'impression de répondre aux attentes des cheminots en réalisant l'unité le 18 octobre, côté jardin, tout faire pour briser leur détermination et empêcher que la mobilisation ne prenne de l'ampleur et débouche sur une grève générale.

La grève générale ne se décrète pas et elle a toujours eu lieu contre les appareils, leurs manœuvres et la division. Ce sera donc aux travailleurs de l'imposer le 18 octobre ou à la prochaine occasion. Si le 18 les travailleurs se réunissent en assemblée générale et constituent des comités grèves intégrant si possible les syndicats, ils pourront alors décider démocratiquement si oui ou non ils veulent continuer la grève pour le maintien ou le retour aux 37,5 annuités pour tous public et privé et l'obtention d'une augmentation de salaire substantielle.

Les militants révolutionnaires peuvent proposer cette tactique tout en expliquant qu'aucune question fondamentale ne sera réglée définitivement tant que le gouvernement d'union nationale Sarkozy-Fillon-Kouchner sera en place, tant que les institutions et la constitution de la Ve République n'auront pas été abolies, tant qu'un parti s'inscrivant résolument dans la perspective de l'abolition du capitalisme n'aura pas pris le pouvoir, car la remise en cause des régimes spéciaux de retraites et de l'ensemble de nos droits et acquis sociaux et démocratiques demeurera à l'ordre du jour de ce gouvernement ou de celui qui lui succèdera, aussi longtemps que nous n'aurons pas avancé dans cette voie.

Si de manière générale le système des retraites par répartition échappent encore pour le moment aux fonds de pension, ils ne sont pas prêts à lâcher le morceau et à abandonner ce marché. De la même manière que les compagnies d'assurance tentent par tous les moyens de faire main basse sur notre salaire différé en détruisant pan par pan la Sécurité sociale.

Du côté des capitalistes, la nécessité de liquider le système actuel des retraites pour en faire une simple marchandise livrée à la concurrence et aux lois du marché, comme c'est de plus en plus le cas dans le domaine de la santé, de l'école et de l'université. De l'autre, du côté des travailleurs, la nécessité d'assurer la pérennité du système actuel des retraites pour que les générations futures ne connaissent pas à nouveau la situation dramatique qui prévalait au début du XXe siècle, d'où la nécessité d'en finir le plus rapidement possible avec le capitalisme et l'ensemble du pouvoir politique sur lequel repose sa légitimité.

(source : *Le Monde* du 16.10.07)